



Agir avec le Sud

Rapport d'activités 2009

SOS Faim Belgique & SOS Faim Luxembourg



Sommaire

Editorial _____ 2

Une aventure humaine

Stratégie _____ 3

Un cap toujours bien suivi

Partenariats _____ 4

Main dans la main avec nos
partenaires du Sud

Géographie des
partenariats _____ 10

Focus _____ 12

Communication _____ 14

Informé, une priorité dans
le Nord

Ressources _____ 18

Le financement,
la clé de voûte

Finances _____ 20

Comptes et bilan 2009

Organisation _____ 22

Les interviews des partenaires qui s'expriment dans le rapport d'activités sont visionnables in extenso sur le site internet www.sosfaim.org

Editorial

Une aventure humaine

« Nos sociétaires ont du talent ». Ce slogan mis en avant par la direction de Kafo Jiginew (mutuelle d'épargne et de crédit au Mali) valorise ses membres et souligne que la qualité de toute institution est à l'image de la qualité des femmes et des hommes qui la composent. Il souligne également le rôle essentiel des ressources humaines dans la réussite de toute action de développement qui, pour SOS Faim et ses partenaires, est une action de changement dans une société.

C'est la raison pour laquelle SOS Faim Belgique et SOS Faim Luxembourg ont mis le développement humain au cœur de leur stratégie commune de coopération avec des acteurs du Sud, qu'ils soient des organisations paysannes ou des institutions de microfinance. Cette stratégie vise à renforcer les compétences et les capacités des ressources humaines au sein des organisations afin de leur permettre de conduire efficacement les actions les plus appropriées pour un développement durable et lutter contre la pauvreté en milieu rural. Dans la mise en œuvre de cette stratégie, notre partenaire est l'acteur de son propre devenir. SOS Faim ne réfléchit pas et n'agit pas à sa place mais met en place un dispositif d'accompagnement (financier et non financier) à géométrie variable qui lui permette d'évoluer et d'atteindre ses propres objectifs.

Durant cette année 2009, la collaboration entre les équipes de SOS Faim (Belgique et Luxembourg) s'est renforcée et de nouvelles initiatives communes ont vu le jour, notamment le lancement d'un important programme d'accès au crédit en faveur de producteurs de riz au Mali (FAIR : Fonds d'appui aux initiatives rurales).

Cette initiative est le fruit d'une étroite collaboration entre les deux SOS Faim et deux partenaires maliens. Il s'agit du Syndicat des exploitants agricoles de l'Office du Niger (Sexagon) qui regroupe 15.000 membres et de Kafo Jiginew qui est un réseau de caisses d'épargne et de crédit regroupant 275.000 membres. Ce programme a pu voir le jour grâce au climat de confiance entre les différentes parties prenantes, confiance qui s'inscrit dans un contexte de relations équilibrées de partenariat tissées patiemment depuis de nombreuses années.

La réussite de ce programme et des autres initiatives décrites dans ce rapport d'activités est le résultat d'une véritable aventure humaine entre SOS Faim et ses partenaires et dans cette aventure, nos partenaires ont du talent.



Freddy Destrait
secrétaire général
SOS Faim Belgique



Thierry Defense
directeur
SOS Faim Luxembourg

Un cap toujours bien suivi

Après la définition du nouveau cadre stratégique de SOS Faim, 2008 aura été l'année de l'implémentation. L'année 2009 en revanche aura été celle de la consolidation et de la mise en place d'outils permettant de mieux juger de son efficacité.

UN CADRE GLOBAL INCHANGÉ

SOS Faim soutient, dans le Sud, le secteur agricole et ses organisations paysannes afin de combattre la pauvreté. Pour ce faire, SOS Faim développe son activité aussi bien dans le Nord que dans le Sud.

Dans le Nord, les actions s'articulent autour de trois axes, appelés communément les trois objectifs stratégiques :

- un travail d'influence sur les politiques du Nord et leur mise en œuvre ;
- l'information des citoyens et, spécifiquement pour ce qui concerne SOS Faim Belgique, le développement d'un réseau citoyen défendant les positions et intérêts des acteurs ruraux dans le Sud ;
- un apport dans l'amélioration des compétences des acteurs de la coopération au Nord, et ce dans les domaines de la microfinance rurale et des organisations paysannes.

Dans le Sud, trois grandes lignes directrices également :

- l'aide à la mise en place de cadres politiques et institutionnels plus favorables aux ruraux ;
- l'amélioration et la pérennisation de l'accès, par les acteurs ruraux, aux services financiers ;
- l'amélioration des performances agricoles, tant en termes de production que de transformation et de commercialisation.

UNE MISE EN PRATIQUE RESPECTUEUSE DES PARTENAIRES

La stratégie étant définie, et toujours dans le respect des axes stratégiques, SOS Faim a une véritable particularité : le travail main dans la main avec les partenaires du Sud. Cette approche privilégie un véritable travail de fond avec les organisations partenaires, une collaboration structurelle à long terme qui tient compte des spécificités locales.



Rémi Mitima, directeur du PAIDEK, Programme d'appui aux initiatives de développement économique du Kivu
« Notre mission, c'est résoudre les problèmes des pauvres, des exclus des systèmes financiers classiques »



Roxana Cayo, coordinatrice de l'OEPAIC (réseau des Organisations économiques des producteurs artisans ayant une identité culturelle en Bolivie)
« Nous travaillons à la représentation des artisans aux niveaux national et international, en proposant des solutions à leurs demandes sur les thèmes de la production, de la commercialisation et de l'organisation »

Partenariats

Main dans la main avec nos partenaires du Sud

En termes d'appuis aux partenaires, 2009 aura plutôt été une année de continuité après les investissements importants réalisés en 2008.

Qui dit continuité ne dit pas inaction, que du contraire: SOS Faim s'est impliqué avec ses partenaires locaux en Bolivie, en Equateur, au Pérou, au Bénin, au Burkina Faso, au Cameroun, en République du Congo, en Erythrée, en Ethiopie, au Mali, au Niger, en République Démocratique du Congo et au Sénégal.

Au cœur de ces partenariats, on retrouve trois axes stratégiques qui font l'objet d'évaluations régulières.

UNE NÉCESSAIRE ÉVALUATION

Le principe même de l'action de SOS Faim, c'est de travailler en étroite coopération avec des organisations partenaires locales. SOS Faim privilégie de la sorte un véritable travail de fond, basé sur la confiance, avec des partenaires dont la structure permet d'atteindre les objectifs fixés.

Si la durée et la stabilité sont des facteurs clés, il n'empêche que ces partenariats sont sans cesse évalués. Par SOS Faim, mais aussi par des prestataires extérieurs, voire aussi par des bailleurs de fonds. 2009 aura d'ailleurs été une année dense en la matière. Ont ainsi été évalués :

- le programme andin cofinancé par l'Union Européenne (UE) ;
- les sociétés populaires d'investissement en Equateur ;
- la donation globale au Mali, également cofinancée par l'UE ;

- les caisses rurales de Buusaa Gonofaa en Ethiopie ;

- l'ensemble du programme des modalités de financement des acteurs ruraux (évaluation à mi-parcours).

Cette dernière évaluation se voulait prospective, de manière à répondre à nos préoccupations dans la formulation des prochains programmes des deux SOS Faim.

Elle a été centrée sur la pertinence, la cohérence et la durabilité des actions entreprises par rapport aux grandes lignes stratégiques de SOS Faim.

L'évaluation a permis de mettre les éléments suivants en exergue:

- l'approche « partenaires » de SOS Faim ;
- l'orientation de SOS Faim vers l'appui institutionnel et la capitalisation patrimoniale des partenaires, ce qui la différencie fortement des autres ONG ;
- la dimension politique du programme, assumée par les partenaires mais qui nécessite la recherche d'articulation avec les politiques publiques ;
- le savoir-faire de SOS Faim, centré sur les organisations rurales, la relation de confiance avec les partenaires, la capacité de repérer des partenaires émergents à haut potentiel.



Eric Ouedraogo,
membre du conseil d'administration de la
Confédération paysanne du Faso
«Comme SOS Faim, nous avons comme
vision de développer l'agriculture
avec les petits producteurs.»

A noter que les deux premiers programmes, spécifiques à l'Amérique latine, concernent uniquement SOS Faim Belgique.

LE FOGAL, UNE INITIATIVE SUR 3 PAYS

Le FOGAL (Fonds de garantie d'Amérique latine) au sein duquel SOS Faim Belgique joue un rôle central, est un fonds régional de mise à disposition de garanties bancaires solidement implanté au Pérou (76,81% de son activité) et en Equateur (21,28%). Le développement des activités en Bolivie est en cours, notamment avec Arte Hogar et Fincafe (par ailleurs partenaires de SOS Faim).

Partenariats

L'Amérique Latine

L'Amérique latine a connu une récession en 2009 et les secteurs agricoles ont été parmi les premiers touchés. Dans ce contexte difficile, SOS Faim Belgique, qui est la seule des deux SOS Faim à s'impliquer sur le continent sud-américain, a persévéré dans sa logique de soutien aux organisations paysannes impliquées dans les filières du café, du cacao et de l'agriculture biologique, tout en développant les aspects liés à la finance rurale.

Le FOGAL a accordé à 26 partenaires (IMF – Institution de micro-finance - ou OP – Organisation paysanne) des garanties pour un montant de 2.170.000\$, ce qui a généré des crédits pour un montant de 5.873.000\$ (soit un effet de levier en légère hausse à 2,7). Ces engagements ont été complétés par des crédits directs s'élevant à 450.000\$.

Les appuis à des organisations paysannes représentent 58% des garanties, contre 42% aux IMF. Cette inversion sectorielle s'explique par la consolidation des partenaires IMF, ces dernières ayant dépassé le plafond de portefeuille de crédits fixé par le FOGAL.

A noter que, malgré la crise, aucune garantie n'a fait l'objet d'un appel depuis plusieurs années.

EN EQUATEUR, L'INVESTISSEMENT POPULAIRE

Via l'ONG CEPESIU, Centro de promocion y empleo para el sector informal, SOS Faim a promu le développement de systèmes locaux et autogérés d'épargne, de crédit et de capitalisation, les « sociétés populaires d'investissement » (SPI). Le programme, qui s'est clôturé en 2009, a dépassé les résultats prévus : 183 nouvelles SPI ont été créées, permettant à près de 7.400 personnes d'accéder aux services financiers de celles-ci.



Cecilia Padilla,
Directrice exécutive du Cepsiu

Quelle est l'activité du Cepsiu ?

Le Cepsiu travaille avec trois stratégies de base. La première est d'offrir un appui par le microcrédit. La deuxième est de renforcer les économies locales des populations, principalement rurales, en prenant comme base le développement des petits producteurs et en formant des mécanismes de capitalisation patrimoniale pour les familles. La troisième est d'influer sur le politique pour que soient constitués des programmes nationaux d'appui aux petits producteurs et micro-entreprises.

Quelle est l'originalité des SPI ?

Nous développons une activité de crédit avec 7.400 petits producteurs, jusqu'à 400-500\$. Mais nous faisons surtout la promotion des petites entreprises qui forment leur propre système d'épargne et crédit doté de sa propre méthodologie : les SPI. Ces sociétés bénéficient de notre assistance technique et possèdent désormais des méthodes d'autogestion pour le crédit.

AU PÉROU, LA PAUVRETÉ EST RURALE...

33% de la population rurale est en situation d'extrême pauvreté, contre 4% en milieu urbain. L'action de SOS Faim vise à appuyer des organisations paysannes de base et leurs couples, ainsi qu'à faciliter l'accès des populations rurales à des services financiers décentralisés.

Ceci passe par :

- l'amélioration du cadre politique et institutionnel des acteurs ruraux, notamment via un soutien à l'APPCACAO, l'Association nationale des producteurs de cacao, qui représente près de 10.000 petits producteurs ;
- l'appui aux principales filières productives, le cacao et le café. CAFE PERU comprend 11 coopératives représentant 9.341 familles de producteurs de café et cacao. Cette association poursuit son partenariat avec SOS Faim en ce qui concerne son programme de transition vers l'agriculture biologique, la reforestation, l'amélioration de la qualité et la diversification des cultures. CAFE PERU gère désormais la grande partie de l'appui de SOS Faim aux filières du cacao et du café ;
- l'amélioration de l'accès au crédit. SOS Faim appuie 5 IMF de base, 1 ONG de microcrédit et CIDERURAL, une entité coopérative d'épargne-crédit de second niveau. De manière générale, toutes ces IMF ont poursuivi leur croissance, leurs encours de crédits étant en hausse de 72%.

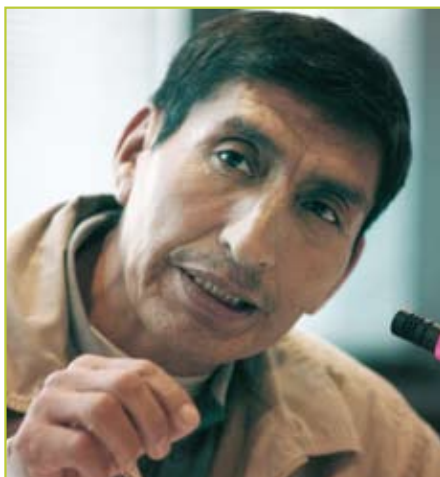
Partenariats

L'Amérique Latine

BOLIVIE : L'AGRICULTURE, MAIS AUSSI L'ARTISANAT

Dans certaines régions très pauvres de l'Altiplano, les possibilités de développer une agriculture rentable sont quasi inexistantes.

Aussi l'artisanat à identité culturelle est-elle une activité importante pour générer des revenus alternatifs.



Francisco Mollo, président de l'AOPEB, Association des organisations de producteurs biologiques de Bolivie
« Même dans les moments les plus difficiles, SOS Faim a continué à nous appuyer jusqu'à ce que nous atteignons les résultats prévus. »

7 associations, regroupant plus de 2.200 membres, ont été soutenues par un appui à leurs fonds de commercialisation, la prise en charge d'une partie de leurs frais de fonctionnement et des formations.

SOS Faim soutient également le réseau national que ces mêmes associations ont créé et qui a pour objectif la défense des droits des artisans, la représentation et la promotion du secteur ainsi que l'appui à ses membres dans la production et la commercialisation. Le deuxième axe d'intervention

de SOS Faim est le soutien à la production et à la commercialisation des produits biologiques au niveau local par l'AOPEB (Association des organisations de producteurs biologiques de Bolivie) et la consolidation de 6 organisations de producteurs tournées vers l'exportation (café) ou vers le marché domestique.

Enfin, SOS Faim prolonge son soutien aux coopératives de café par un appui à FINCAFE, le bras financier de la Fédération nationale de cette filière.



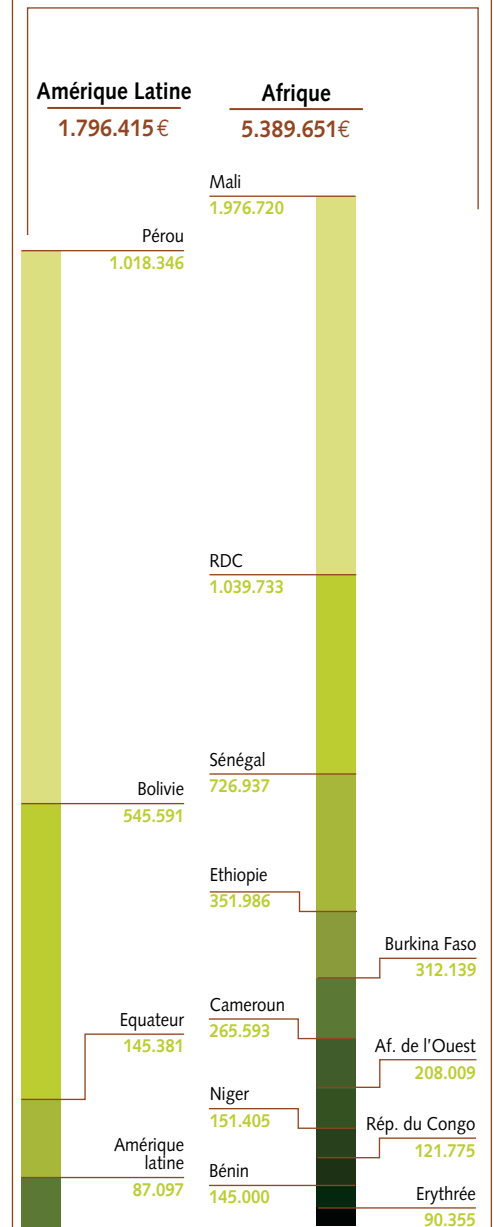
Geni Fundes, gérant de la Centrale Café y Cacao del Perú

Nous sommes principalement un support technique pour renforcer les chaînes productive et commerciale.

L'appui de SOS Faim a généré un impact significatif. Pour donner un exemple, dans le cas du cacao, en 2003, nous avons seulement 80 producteurs avec la certification biologique. En décembre 2009, nous en avons 2.500, cela donne une idée de l'effet multiplicateur qu'a généré le projet.

RÉPARTITION DES TRANSFERTS Montants alloués par pays en 2009

Total général 7.186.066 €



Ne sont pas repris dans ces chiffres, les frais de suivi et d'évaluation, les transferts ayant transité par d'autres ONG ou n'ayant pas encore été transférés au 31 décembre.

Partenariats

L'Afrique

L'Afrique est le territoire commun d'intervention de SOS Faim Belgique et de SOS Faim Luxembourg. Les deux piliers principaux de l'action de SOS Faim en Afrique restent le renforcement des organisations paysannes et le soutien à l'accès au crédit.

A TRAVERS LES FRONTIÈRES

SOS Faim a poursuivi en 2009 son soutien à l'APSS (Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en Savane), une association transfrontalière qui promeut la mise en œuvre de réalisations novatrices (hangars à foin, cultures fourragères, ...) visant, par le biais de formations, l'amélioration des conditions de vie des éleveurs d'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Ces formations ont touché plus de 2.200 personnes. Elles ont été suivies d'effets perceptibles, en témoigne notamment l'augmentation du nombre d'éleveurs utilisant le foin en saison sèche, en hausse de 28%.

ÉPARGNE ET CRÉDIT AU BÉNIN

Le seul partenaire de SOS Faim au Bénin est le RENACA, Réseau national des caisses villageoises d'épargne et de crédit autogérées. La majorité des principaux indicateurs sont favorables, depuis le nombre de caisses (+3%), en passant par le nombre de membres (+31,6%) ou les encours crédits (+26,4%).

Le RENACA poursuit sa professionnalisation, tant interne (recrutements supplémentaires) qu'externe (le RENACA a décidé de financer sur ses fonds propres la reconstruction ou rénovation de 9 caisses du réseau).



Dieudonné Gnanvo,
directeur du Réseau national
des caisses villageoises d'épargne
et de crédit autogérées, le Renaca (Bénin)

Quelle est la spécificité de SOS Faim ?

Ce que nous apprécions chez SOS Faim, c'est l'approche responsable. Une démarche qui responsabilise le partenaire.

On crée au niveau du partenariat une relation de confiance. On vous rend responsable des initiatives et vous en rendez compte devant les communautés : ceux qui sont consciencieux ne peuvent que fournir des résultats.

Comment qualifieriez-vous le partenariat ?

C'est un partenariat responsable où l'on se respecte. C'est fondamental pour que les choses aillent de l'avant.

DU PORC ET DES POULETS AU CAMEROUN

Par le biais de la North West Farmers' Organization (NOWEFOR), SOS Faim appuie un programme de développement concentré sur trois filières productives (porcs, poulets et cultures maraîchères).

Ce programme comprend un double appui : à la production et à la commercialisation, ainsi qu'aux caisses rurales d'épargne et de crédit appelées NOWEFOCH (North West Farmers' Organization credit Houses).

Ce dernier réseau a dépassé ses objectifs en termes de membres (2.195 personnes). Quant à l'épargne globale, elle a augmenté de 78% pour un taux de recouvrement du crédit de 92%.

L'Afrique

AU BURKINA, PRIORITÉ À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le travail de SOS Faim se concentre de plus en plus dans le nord-ouest avec la Fédération nationale des groupements Naam (FNGN).

Celle-ci met en œuvre le Réseau des greniers de sécurité alimentaire (RGSA) qui lutte contre l'insécurité alimentaire en :

- renforçant et améliorant la diversification de la fonction approvisionnement des greniers;
- augmentant la capacité de stockage de l'ensemble du réseau;
- pérennisant le dispositif par un apport de fonds de crédit;
- renforçant les compétences des acteurs à tous les niveaux du réseau;
- poursuivant et intensifiant la cohérence et la solidarité au sein du réseau.

LA FNGN comprend également le Réseau des banques traditionnelles d'épargne-crédit (BTEC), qui a connu une forte augmentation de son sociétariat (+3.000 membres).

L'ATYPICITÉ DE L'ERYTHRÉE

L'Erythrée reste un pays atypique pour SOS Faim dans la mesure où son seul partenaire reste le Ministère de l'Agriculture.

L'action menée vise à participer à la réduction du déficit alimentaire structurel car même durant les années de conditions pluviométriques favorables, l'Erythrée produit à peine la

moitié ses besoins alimentaires. SOS Faim soutient la mise en place de périmètres valorisant l'eau des crues qui se forment quelques jours par an.

Cette approche permet d'améliorer la culture de céréales vivrières locales.

EN RDC, UN RENFORCEMENT DES ORGANISATIONS PAYSANNES

Via le Consortium Les Amis du Kivu/CRONGD (Conseil régional des ONG de développement du Sud-Kivu), SOS Faim s'est activement impliqué dans la mise en place des Conseils agricoles ruraux de gestion, qui associent l'Etat et la société civile.

Surtout, ce programme de renforcement capacitaire des OP aura permis de distribuer des semences et d'acheter des équipements agricoles.

DU CHANGEMENT EN ETHIOPIE

En Ethiopie, SOS Faim soutient principalement des IMF, dont les plus connues et performantes sont Harbu Microfinance, DECSI et Buusaa Gonofaa.

SOS Faim apporte également son soutien à Facilitators for Change (FC), ONG qui promeut le réseau de FMO (Farmers Market Organisation) qui compte 5.600 membres pour 30 organisations de base. FC a poursuivi ses activités de formation auprès de ces petites OP. Elles sont désormais en mesure de développer leur propre plan d'affaires et de maîtriser les techniques de conservation des céréales.



Ghassimi Diallo,
directeur des BTEC

Pouvez-vous présenter les réseaux des BTEC?

Nous sommes un réseau, implanté sur 6 provinces dans la zone aride du pays, qui finance le monde rural. Nous avons 12 caisses et 13.000 membres. Notre fonds d'épargne est de plus de 600 millions de francs CFA, soit près de 920.000€.

Quelle est la particularité de votre relation à SOS Faim ?

SOS Faim nous fournit un appui technique et financier. La spécificité, c'est que c'est une ONG qui laisse beaucoup de liberté aux organisations. Les orientations et les choix sont déterminés par nous, et SOS Faim nous appuie. C'est une excellente chose, car les idées dépendent du contexte, ne l'oublions jamais.

L'Afrique



Mamoudou Hassane,
secrétaire exécutif de Mooriben

Quelle est la mission de votre organisation ?

Le premier domaine est celui de la sécurité alimentaire, par l'appui à l'agriculture pluviale, les aménagements des cycles, l'approvisionnement en intrants et la commercialisation. SOS Faim soutient également 216 banques céréalières opérationnelles.

Le deuxième volet est le domaine du crédit par la mise en place d'IMF (au nombre de 6) et de lignes de crédits auprès d'IMF avec lesquelles nous signons des conventions.

Enfin, il y a la gestion des ressources naturelles. Nous travaillons à la récupération des terres dégradées et nous menons en outre un travail d'information et de sensibilisation auprès des populations rurales.

SOS Faim n'impose pas ses outils et respecte les procédures et les règles de gestion que Mooriben a mises en place.

AU SÉNÉGAL, UN CONTEXTE DIFFICILE

En 2009, le Sénégal a été marqué en 2009 par la GOANA, la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance, menée par les instances gouvernementales sans aucune concertation avec les organisations paysannes.

Dans ce contexte, la FONGS (Fédération nationale des organisations paysannes), un des partenaires historiques de SOS Faim, est parvenue à rendre effective sa feuille de route 2009 : les engagements dans le cadre des programmes publics sont respectés et la plupart de ces programmes ont été clôturés. Plus concrètement, les avancées sont réelles dans la mise en œuvre du FAIR (Fonds d'appui aux initiatives rurales, à ne pas confondre avec le FAIR au Mali) ainsi que dans



Nadjirou Sall,
secrétaire général de la FONGS

Quelle est la mission de la FONGS ?

En tant qu'organisation paysanne, notre mission est d'appuyer

le processus de mise en réseau des mutuelles.

INFORMER ET COMMUNIQUER AU NIGER

Mooriben est une organisation paysanne faitière du Niger qui compte à ce jour 25 unions représentant 1.749 groupements paysans pour 62.584 membres dont 61,3% de femmes.

SOS Faim a financé un projet d'information-communication, notamment la production d'émissions par les membres des cellules de communication (+100% par rapport à 2008) ; la collecte des données pluviométriques et leur diffusion ; la traduction de fiches techniques relatives à la fertilisation des sols ; la formation de cadres de Mooriben ; etc.

nos membres, d'améliorer leurs conditions de vie.

Par quels moyens ?

Via un axe économique : l'appui de toutes les formes de production, de transformation et de commercialisation. Mais aussi via un axe politique qui centré sur la défense de nos propres intérêts. Enfin, nous agissons pour renforcer nos organisations. Au sein de la fédération, nous sommes désormais 32 organisations représentant plus de 150.000 membres d'une manière directe, 1.500.000 personnes si nous élargissons aux membres de leurs familles.




Partenariats

Géographie des partenariats

PÉROU

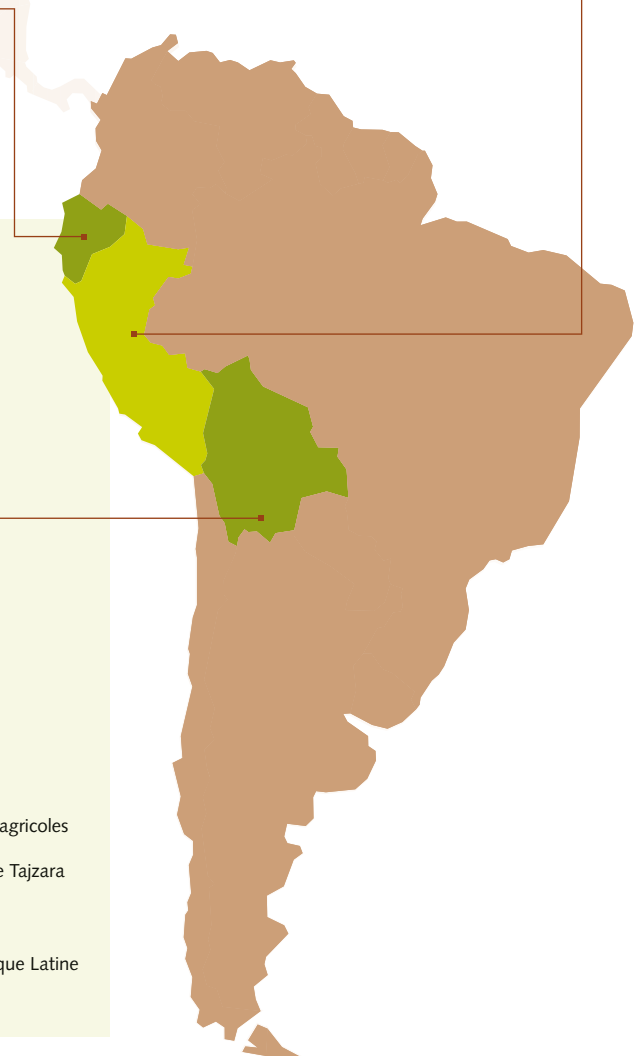
- B**  **RONDESA**
Coopérative d'Épargne et de Crédit
- B**  **CREDINARANJILLO**
Coopérative d'épargne-crédit
- B**  **PERENE**
Coopératives de café
- B**  **CREDIFLORIDA**
Coopérative d'épargne-crédit
- B**  **CECVSI**
Centrale des entreprises paysannes de la Vallée sacrée
- B**  **CCCCH**
Centrale des Communautés paysannes de Chumbivilcas
- B**  **VALLE INCAHUASI**
Coopérative de café
- B**  **MIDE**
«Microcrédito para el Desarrollo - La Chuspa»
- B**  **ACCCR**
Centrale des communautés paysannes de Ranracancha
- B**  **LOS ANDES**
Coopérative d'Épargne et de Crédit
- B**  **LOS LIDERES**
Coopérative
- B**  **ASCENPROMUL**
Association de producteurs de quinoa de Cabana
- B**  **SAN SALVADOR**
Coopérative d'épargne-crédit
- B**  **SAN JUAN DEL ORO**
Coopérative de café
- B**  **ASSOCIATION CAFE-PERU**
Centrale des organisations de producteurs de café et de cacao du Pérou
- B**  **APPCACAO**
Association Nationale des producteurs de cacao
- B**  **COOPECAN**
Coopérative des éleveurs de camélidés
- B**  **CONVEAGRO**
Convention Nationale du secteur agricole
- B**  **CORPAPA**
Fédération des producteurs de pommes de terre
- B**  **CIDERURAL**
Coopérative d'épargne-crédit de développement rural
- B**  **FOGAL**
Fonds de Garantie Amérique Latine

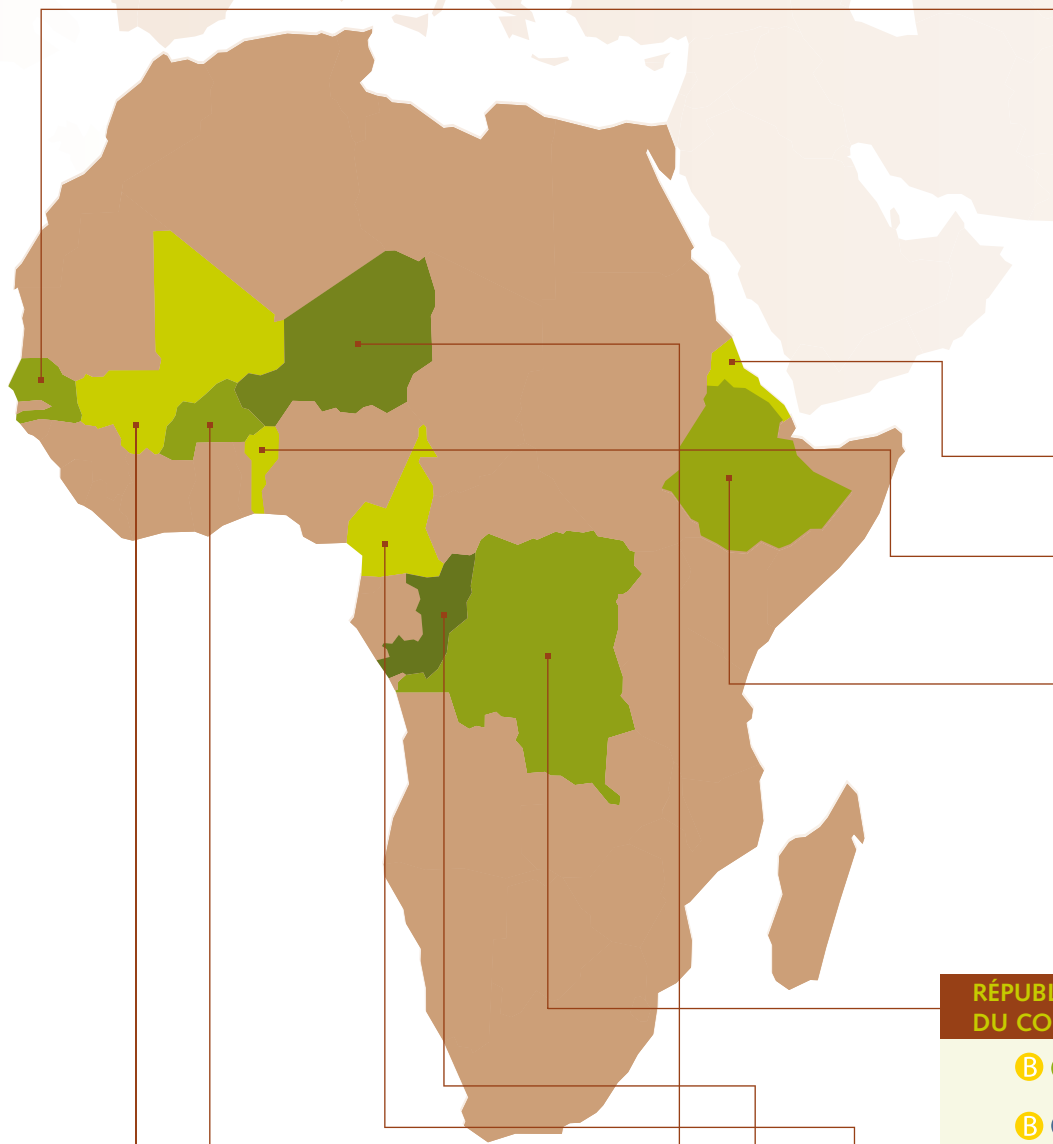
EQUATEUR

- B**  **CEPESIU**
Centre de Promocion y Empleo
- B**  **CAAP**
Centro Andino de Acción Popular
- B**  **FOGAL**
Fonds de Garantie Amérique Latine

BOLIVIE

- B**  **AOPEB**
Association des Organisations de Producteurs Biologiques de Bolivie
- B**  **OEPAIC**
Réseau des Organisations d'Artisans
- B**  **FINCAFE**
Services financiers au secteur café
- B**  **FINRURAL**
Réseau d'ONG de microfinance rurale
- B**  **COMART**
Communauté d'artisans Tukuypaj
- B**  **CENCOOP**
Centrale de producteurs de café de Coroico
- B**  **ANTOFAGASTA**
Coopérative de café
- B**  **MEJILLONES**
Coopérative de café
- B**  **PRO RURAL**
ONG de développement
- B**  **BANABENI**
Union des producteurs de bananes
- B**  **UNIARTE**
Association d'artisans
- B**  **AAA**
Association d'artisans andins Ayllu Majasaya
- B**  **PROTAL**
Association de producteurs Coraca
- B**  **ARAO**
Association rurale des artisans d'Oruro
- B**  **INKA PALLAY**
Association d'artisans
- B**  **AGROCENTRAL**
Centrale de coopératives agricoles
- B**  **AAT**
Association des artisans de Tajzara
- B**  **ARTE HOGAR**
Association d'artisans
- B**  **FOGAL**
Fonds de Garantie Amérique Latine





SÉNÉGAL

- BL** FONGS
Fédération Nationale d'Organisations Paysannes
- B** PDIF
Programme de Développement Intégré de Fatick
- B** CNCR
Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux
- B** FAPAL
Fédération des Associations de Producteurs de Louga
- B** EGAB
Entente des Groupements Associés de Barkedji
- B** UJAK
Union des Jeunes Agriculteurs de Koyli Wimde
- B** ADAK
Association pour le Développement des Agriculteurs de Kaolack
- B** ARB
Association pour la Redynamisation du Boundou

ERYTHRÉE

- B** MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

BÉNIN

- L** RENACA
Réseau National des Caisses Villageoises d'Épargne et de Crédit Autogérées

ETHIOPIE

- L** FC
Facilitators for Change
- L** DECSI
Dedebit Credit and Saving Institution
- B** SFPI
Specialized Financial Promotional Institution
- B** AVFS
African Village Financial Services
- L** BUUSAA GONOFAA
- L** HARBU

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

- B** PAIDEK
Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Economique du Kivu
- B** CENADEP
Centre National d'Appui au Développement et à la Participation populaire
- B** GAMF
Groupe d'Acteurs de Microfinance du Sud Kivu
- L** TGD
Tout pour le Genre dans le Développement
- L** AK-CRONGD
Consortium 'Les Amis de Kivu
Conseil Régional des ONG de Développement du Sud-Kivu'

CAMEROUN

- L** SAILD
Service d'appui aux initiatives locales de développement
- BL** ACDIC
Association Camerounaise de Défense des Intérêts des Citoyens
- BL** NOWEFOR
North West Farmers' Organization

NIGER

- L** PFPN
Plate Forme Paysanne du Niger
- L** MOORIBEN
Fédération des Unions de Groupements Paysans du Niger
- L** FUCOPRI
Fédération des unions coopératives de producteurs de Riz

RÉPUBLIQUE DU CONGO

- L** CAPPED
Caisse de Participation à la Promotion des Entreprises et à leur Développement
- L** FJEC
Forum des Jeunes Entreprises du Congo

MALI

- B** CNOP
Coordination Nationale des Organisations Paysannes du Mali
- B** AOPP
Association des Organisations Professionnelles Paysannes
- B** AOPP Ségou
Association des Organisations Professionnelles Paysannes de Ségou
- B** Sexagon
Syndicat des Exploitants Agricoles de l'Office du Niger
- B** KAFO JIGINEW
Réseau des Organisations de Producteurs et de Paysans d'Afrique de l'Ouest
- BL** Sexagon KAFO JIGINEW (FAIR)
(Fonds d'Appui aux Initiatives Rurales)

BURKINA FASO

- BL** FNGN - RGSA
Fédération Nationale des Groupements NAAM
Réseau des greniers de sécurité alimentaire
- L** FNGN - RBTEC
Fédération Nationale des Groupements NAAM
Réseau des Baoré Tradition Epargne Crédit
- B** CPF
Confédération Paysanne du Faso
- B** APIL
Association pour la Promotion des Initiatives Locales
- BL** PRODIA
Promotion du Développement Industriel Artisanal et Agricole
- L** SACCA
Service d'appui Conseil aux Coopératives Artisanales

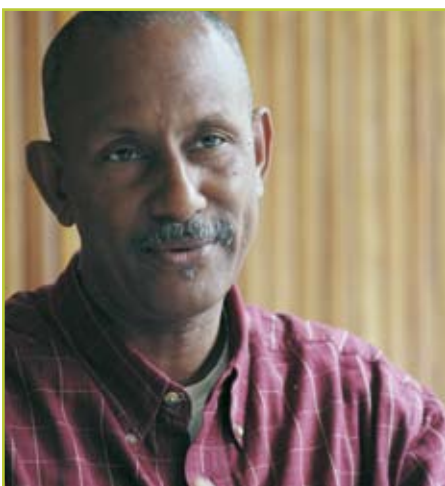
Légendes

- Institutions de microfinance
- Organisations paysannes
- Autres
- B** Partenaire appuïé par SOS Faim Belgique
- L** Partenaire appuïé par SOS Faim Luxembourg
- BL** Partenaire appuïé par SOS Faim Belgique et Luxembourg

Focus

Le FAIR, une expérience originale et pertinente

Le FAIR est un programme majeur qui, dans l'intérêt des exploitants agricoles de la zone Office du Niger (ON), fait collaborer deux partenaires de SOS Faim, SEXAGON (le Syndicat national des exploitants agricoles de l'Office du Niger) et une institution de microfinance, Kafo Jiginew.



Faliry Boly,
producteur de riz en zone ON
et secrétaire général du SEXAGON

Quelle est la mission du syndicat ?

Notre mission est la représentation de nos membres pour la défense de leurs intérêts pour l'amélioration de leurs conditions de vie.

Nous avons mis en place, avec l'aide de SOS Faim, un réseau de coopératives pour l'approvisionnement en intrants, la transformation et la commercialisation du riz.

Un autre axe est le foncier. Depuis la Loi d'orientation agricole (LOA), votée en 2006, des dispositions sont prises pour alléger les coûts et simplifier les procédures d'établissement des titres fonciers et de concessions rurales ainsi que la conclusion de baux de longue durée pour les exploitants agricoles. Nous faisons partie du comité de pilotage de la LOA.

DEUX STRUCTURES AU PROFIL BIEN DISTINCT

SEXAGON est un syndicat partenaire de SOS Faim depuis 2005. Il compte 14.000 membres, pour la plupart des exploitants agricoles de la zone ON, une zone agricole tournée vers la riziculture. Le SEXAGON est impliqué dans le renforcement institutionnel et dans les activités de plaidoyer mais également dans l'amélioration des performances agricoles par le biais de ses coopératives de transformation et de commercialisation.

Kafo Jiginew est un réseau mutualiste d'épargne et de crédit, actif au départ dans le Sud du Mali et soutenu par SOS Faim depuis plus de 20 ans. Créé à l'origine pour les producteurs de coton, il compte à présent près de 275.000 membres et son encours de crédit dépasse les 27 millions d'euros. Pour limiter le risque à financer une seule filière agricole (coton), Kafo Jiginew a décidé de diversifier ses activités, tant vers le milieu urbain (déménagement du siège social et ouverture de caisses à Bamako) que rural (intervention en zone Office du Niger, principalement sur la filière riz). Kafo Jiginew est actuellement dans une phase de restructuration, visant à diminuer son nombre de points de vente pour faciliter la gestion et les frais de fonctionnement.

Kafo Jiginew met à disposition un fonds de garantie pour faciliter l'octroi de crédit aux membres du SEXAGON, et prend en charge les frais de fonctionnement et les frais généraux pour implantation en zone ON.

SOS Faim, dans ce contexte, a essentiellement financé un fonds de garantie à hauteur de 10% des crédits de campagne pris par les coopérateurs de SEXAGON, Kafo Jiginew assumant, en tant qu'IMF, le reste du risque.

UN PROJET COMMUN

Le MAE luxembourgeois a donné mandat à SOS Faim de réaliser un programme d'actions dans le domaine de la microfinance intitulé « Création, mise en place et gestion d'un Fonds d'appui aux initiatives rurales (FAIR) au Mali ».

Ce fonds d'appui aux initiatives rurales est un programme ambitieux de plus de 5,8 millions d'euros sur 15 ans engagé par trois partenaires, SOS Faim, le SEXAGON et Kafo Jiginew. L'objectif principal est de faciliter l'accès des riziculteurs et des maraîchers de la zone Office du Niger aux services financiers. L'autre objectif est de répondre au problème du foncier : octroyer du crédit longue durée en échange d'une sécurité juridique suffisante pour l'exploitation longue durée des terres aménagées.

Focus

D'où l'idée originale d'associer un syndicat et une IMF, de faire correspondre deux logiques distinctes, l'une de défense des intérêts de ses membres et l'autre financière.



Alou Sidibé,
directeur général de Kafo Jiginew.

«La définition que je donnerais du partenariat avec SOS Faim est le respect mutuel, l'écoute de l'autre.»

Quelle est votre mission ?

Nous sommes une institution de microfinance et offrons des services financiers de proximité tels que l'épargne, le microcrédit ou la microassurance aux populations à faibles revenus du Mali. Nous proposons aussi la possibilité d'effectuer des transferts d'argent.

Quels sont vos objectifs ?

L'apport en financements, en lignes de crédit, pour les producteurs de coton, permet d'améliorer les rendements et la productivité et in fine les revenus. Et bien sûr leurs conditions de travail. En plus de cela, SOS Faim nous accompagne dans notre diversification puisque, partis de la région cotonnière, nous nous développons désormais dans la zone de l'ON, auprès des riziculteurs.

INTERVIEW DE FALIRY BOLY ET ALOU SIDIBÉ

Pouvez-vous présenter les motivations premières de l'initiative du FAIR ?

Alou Sidibé : En zone Office du Niger, c'est l'Etat qui est propriétaire de la terre, et la terre est mise à disposition des exploitants sur une période d'un an, avec un permis d'exploitation.

Faliry Boly : C'est là que se situait le problème : faute de sécurité juridique quant au terrain, le paysan ne pouvait le mettre en garantie pour obtenir un crédit d'aménagement de sa parcelle.

Quels sont au fond les objectifs ?

AS : L'objectif est donc une location des terres de plus longue durée, 10 à 20 ans, ce qui peut concerner un peu plus de 15.000 exploitants agricoles.

FB : L'objectif est aussi d'aider à la production de riz... Mais on avait besoin d'un IMF comme Kafo Jiginew, on avait mis des coopératives en place et on souhaitait avoir un fonds de garantie, pour faciliter l'accès au crédit et minimiser les taux d'intérêt.

AS : Nous avons des objectifs quantitatifs : le volume de crédit qui pourra être mis à disposition des exploitants agricoles, pour leur permettre de produire, de commercialiser, de transformer ou d'aménager la terre ou d'en devenir propriétaires. Les titres de propriété peuvent leur donner une garantie pour obtenir un crédit, c'est de la valeur, alors qu'actuellement le permis qu'on donne, ce n'est que pour une très courte période de location de la terre.

Quel est le rôle spécifique de votre organisation dans ce projet ?

AS : Nous sommes un intermédiaire financier, notre rôle est donc d'assurer la bonne distribution du crédit, son analyse, son suivi, son remboursement. Pour nous, la finalité, ce n'est pas seulement d'enregistrer des profits, mais

d'abord de permettre aussi aux producteurs de pouvoir gagner après avoir remboursé un crédit.

FB : Nous avons aussi un travail délicat, parce que nous devons faire en sorte que Kafo Jiginew puisse se développer. Tous les membres des coopératives ont donc leur compte et leur épargne auprès de Kafo Jiginew. Nous ne sommes pas opposés non plus à ouvrir l'accès au crédit à l'ensemble des producteurs, ça pourrait être un bras de levier, mais il faut, ce qu'il y a déjà, des conditions plus avantageuses pour les militants du SEXAGON.

Quelle est la particularité du projet ?

AS : La singularité, c'est surtout la mise en relation d'une IMF avec une OP, qui est en fait la mise en relation entre l'offre et la demande.

FB : Un commerçant d'argent et un consommateur d'argent.

AS : L'autre spécificité, c'est la durée du programme, avec un financement sur 5-10 ans, alors que plus aucune structure financière ne fait de crédit de plus d'un an dans la zone.

FB : C'est aussi un effet de levier en travaillant ensemble. Il y a une vraie passerelle entre OP et IMF. On s'aide mutuellement, c'est une vraie plus-value.

Ce programme pourrait-il servir d'exemple ?

AS : La clé du succès, c'est la relation de confiance que nous allons tisser avec SEXAGON, et avec les coopératives. Mais un autre défi est la stratégie de désengagement. SOS Faim met à disposition un peu plus de 5 millions d'euros à taux zéro. Il faudra rembourser, et après continuer. Si on réussit ça, oui, le modèle est exportable.

FB : Ce projet va amener en tout cas les IMF à travailler avec les OP et inciter les OP à mieux s'organiser. Cela va donner un essor aux deux, un cercle vertueux en fait.

Informer, une priorité dans le Nord

DES OBJECTIFS PRÉCIS

SOS Faim a fixé 3 objectifs à ses activités au Nord :

- L'information et la sensibilisation de citoyens belges et luxembourgeois sur les enjeux du développement de l'agriculture et des organisations paysannes dans les pays du Sud est un axe central du travail. Il peut aboutir à un engagement pour la défense des intérêts et des positions des acteurs ruraux afin que leurs revendications soient mieux prises en compte dans les politiques qui les concernent. Le public cible est donc constitué de citoyens ouverts aux questions soulevées par SOS Faim comme les questions agricoles et relatives au développement rural, la solidarité internationale, les relations internationales, etc., ainsi que les lycéens et les étudiants de l'enseignement supérieur de disciplines pouvant concerner les enjeux de la coopération au développement (économie, agronomie, etc.). SOS Faim Belgique développe des opérations de mobilisation auprès de ces mêmes publics.

- La mise en débat des initiatives prises par nos partenaires auprès des acteurs de la coopération au développement par diverses éditions et par la participation à des séminaires et à des rencontres. Ces acteurs peuvent être les responsables administratifs de la coopération, les agences nationales (belges ou luxembourgeoises) et internationales, les organisations partenaires du Sud, etc.

- Le relais, au Nord, auprès des décideurs politiques belges, luxembourgeois et européens, des approches et des positions des partenaires de SOS Faim. Et ce en vue d'influencer les politiques qu'ils mettent en œuvre et afin qu'elles intègrent la prise en compte des intérêts de ces mêmes partenaires. Sont donc visés ici

les élus, mais aussi leurs assistants, les partis politiques, leurs centres d'étude, les responsables administratifs de la coopération au développement, etc.

DES PUBLICATIONS COMMUNES ET RÉGULIÈRES

Les deux SOS Faim collaborent depuis longtemps dans la réalisation et la diffusion des principaux outils d'information.

En ce qui concerne la sensibilisation des décideurs et des professionnels du développement, quatre outils leur sont proposés :

Tout au long de l'année, **Défis Sud** a porté la parole des acteurs du Sud impliqués dans le développement rural et a mis ceux-ci en débat avec les décideurs du Nord concernés par cette thématique. Désormais tiré à 2.700 exemplaires, **Défis Sud** a publié 6 dossiers thématiques, dont le point d'orgue aura été l'avant-dernier numéro consacré au Congo, à partir d'un travail d'équipe composé entièrement de journalistes congolais. Ce numéro a été entièrement repris sur le site « Congo Forum » et sa parution a été largement annoncée par le Réseau européen Congo (REC). Un nouveau tirage en 2010 est d'ailleurs programmé pour satisfaire la demande.

SOS Faim finance également un **bulletin de veille électronique** sur la thématique de la souveraineté alimentaire réalisé par l'association française Inter-Réseaux. Ce bulletin propose 8 éditions annuelles et est diffusé auprès de 6.500 abonnés et auprès de 250 décideurs belges, luxembourgeois et européens.

Dans le cadre de l'objectif de mise en débat, ont été publiées par les deux SOS Faim 3 éditions de **Zoom microfinance** et 3 éditions de **Dynamiques paysannes** en 2009.

Zoom microfinance est diffusé auprès de 900 destinataires dans 55

pays. Les thématiques abordées ont concerné la finance solidaire pour le développement rural, la garantie des refinancements en faveur des petits producteurs locaux et les services en zones rurales les plus reculées avec l'expérience de Buusaa Gonofaa en Ethiopie.

Dynamiques paysannes quant à elle compte une liste de 1.070 lecteurs dans 50 pays, et a restitué des expériences relatives au développement de la filière pomme de terre en zone sahélienne, les rapports entre le mouvement paysan et l'agro-business au Mali et la dynamique locale autour des banques de céréales en Ethiopie.

Par ailleurs, le nombre de visites des deux **sites Internet** des deux SOS Faim a progressé de 55% par rapport à 2008, atteignant 25.000 visiteurs uniques.

L'OUTIL DOCUMENTAIRE

Les deux SOS Faim ont décidé de tirer parti de la Journée Mondiale de l'Alimentation, en travaillant dans un domaine déjà bien connu des deux organisations, le film documentaire. En partenariat avec les CFSI (Comité français pour la solidarité internationale) en France, les deux SOS Faim ont décidé de s'engager dans la réalisation d'un festival de films autour des enjeux de l'agriculture et de l'alimentation dans le monde : **le Festival AlimenTerre**.

En Belgique, fut donc organisée la projection de 6 documentaires, chacune suivie de débats avec des personnes de différents horizons. 480 participants furent enregistrés, et l'événement fut largement couvert par les médias. Facteur important de succès pour la Belgique, l'implication des bénévoles dans la promotion et l'organisation de l'événement (40 bénévoles sur les 3 jours). Le festival AlimenTerre a fait l'objet d'un tournage pour la réalisation d'un bref re-

Communication

portage destiné au site Internet et à la promotion de l'édition 2010.

De son côté, SOS Faim Luxembourg a également choisi de s'associer à un festival de films documentaires sur le Grand-Duché traitant des problématiques de souveraineté alimentaire. La projection du film *Vers un crash alimentaire* s'est déroulée la veille de la Journée Mondiale de l'Alimentation, a été précédée d'une campagne publicitaire (radio et presse) et suivie de plusieurs projections scolaires.

LA PÉDAGOGIE AU CŒUR DE L'ACTION

Pour les deux SOS Faim, les jeunes sont un public prioritaire pour les actions de sensibilisation.

Au Luxembourg, ce travail s'est opéré dans les lycées à travers différents axes : ateliers de sensibilisation, la diffusion d'outils pédagogiques auprès des enseignants, séances de cinéma pour les scolaires. Les ateliers proposés avaient notamment pour thèmes la microfinance, la souveraineté alimentaire, la consommation locale au Sud et au Nord. 36 ateliers ont été organisés dans 16 lycées différents.

SOS Faim Luxembourg est devenue une référence auprès des enseignants, ceux-ci n'hésitant pas à s'adresser à lui pour des documents pédagogiques ou des informations sur les problématiques Nord-Sud. Fort de cette réputation, SOS Faim a décidé de se consacrer à des projets à moyen et long terme dans les établissements du secondaire, via des projets d'établissements ou autres.

Du côté de SOS Faim Belgique, l'accent a surtout été mis sur les universités et les hautes écoles : une vingtaine d'activités ont été réalisées sur les campus universitaires, visant principalement les étudiants en coopération au développement, microfinance, sciences politiques, droit, économie, agronomie et communication. Ces activités se sont principalement concrétisées en des ren-

contres et des conférences portant sur la souveraineté alimentaire et ce, en présence de partenaires du Sud.

LE PLAIDOYER, UNE PRÉSENCE FORTE AUPRÈS DES DÉCIDEURS

L'activité de plaidoyer concerne essentiellement SOS Faim Belgique, l'ONG luxembourgeoise s'inscrivant dans une logique d'accompagnement. L'année 2009 a été marquée par différentes rencontres de SOS Faim et de ses partenaires avec les décideurs politiques belges, luxembourgeois et européens :

- En étroite collaboration avec les plateformes paysannes partenaires, SOS Faim a ciblé l'Assemblée parlementaire paritaire (APP) UE-ACP, ce qui permet dans un même temps d'interpeller les parlementaires UE et ACP sur les enjeux de l'agriculture dans les relations Nord-Sud. Précisément, SOS Faim a participé aux APP de Prague, de Luanda et à l'APP régionale Afrique de l'Ouest.

- Dans le cadre des élections belges de 2009, suite aux contacts pris avec les différents candidats parlementaires, 3 des 4 partis francophones ont inscrit dans leur programme la place de la souveraineté alimentaire dans les relations Nord-Sud.

- En collaboration avec 7 ONG européennes dont SOS Faim Luxembourg, la remise d'une pétition pour une meilleure prise en compte des organisations paysannes à Eva Joly, Présidente de la Commission développement du Parlement européen.

L'année écoulée aura également vu la mobilisation autour de la révision à mi-parcours du FED, la journée de mobilisation annuelle de la plateforme paysanne du Niger, les rencontres organisées par la Coalition contre la Faim et les rencontres organisées par la DG Commerce dans le cadre du Civil Society Dialogue.



Nadjirou Sall,
administrateur du CNCR.

Quelle est la mission de votre organisation ?

En tant qu'organisation faitière nationale, qui regroupe en son sein 9 organisations sectorielles, notre mission est la défense des intérêts des producteurs, ce qui veut dire que nous avons une mission de plaidoyer politique. La deuxième mission est une mission économique consistant à accompagner nos membres pour qu'ils aient davantage accès aux facteurs de production.

Pouvez-vous donner un exemple de plaidoyer au sein de votre organisation ?

Au niveau de l'Assemblée parlementaire paritaire, avec notre partenaire SOS Faim, nous avons fait un plaidoyer pour l'intégration de l'agriculture dans le 10^{ème} Fonds Européen de Développement. A Luanda encore, nous avons fait un plaidoyer sur le changement climatique pour demander la création d'un fonds régional au profit de l'agriculture familiale. Les deux fois, nos revendications se sont retrouvées dans les résolutions adoptées.

Communication

SOS FAIM EN CAMPAGNE

Pour présenter la campagne 2009 « Vous ne verrez plus les paysans de la même façon », et afin de mieux marquer les esprits et de dialoguer avec son réseau de bénévoles et autres personnes proches des enjeux, **SOS Faim Belgique** a organisé avec succès un événement de lancement de sa campagne.

A cette occasion, SOS Faim a en outre publié une carte blanche dans de grands quotidiens francophones au sujet du seuil d'un milliard de personnes souffrant de la faim.

SOS Belgique a poursuivi sa politique de proximité via des stands, avec pour objectifs de :

- sensibiliser le public à l'agriculture paysanne et à la souveraineté alimentaire et, entre juin et octobre, à la thématique de la campagne ;
- informer sur les alternatives possibles et mobiliser l'opinion publique sur ces thématiques ;



Christian Montoya,
directeur général de la coopérative
CIDERURAL (Pérou)

« Grâce aux donations de SOS Faim, nous avons un portefeuille de crédits de près de 350.000€. L'apport d'SOS Faim est vraiment significatif, et nous a permis de générer des revenus et de devenir en une institution autosuffisante. »

- faire connaître SOS Faim ;
- agrandir le réseau de bénévoles et permettre au public de s'abonner à ses publications.

SOS Faim a participé à 17 manifestations publiques de grande, moyenne ou petite envergure, avec un stand d'information et de sensibilisation.

De janvier à juin, une animation sur la souveraineté alimentaire a été mise en place avec une exposition de produits et un petit jeu.

De juin à décembre, les stands étaient liés à la campagne 2009, les visiteurs étant invités à jouer au jeu du parcours du paysan combattant et à signer une pétition pour la valorisation des organisations paysannes dans les politiques agricoles et de développement. Résultat : des milliers de pétitions signées, des centaines de nouveaux contacts marquant un intérêt prononcé pour les activités de SOS Faim.

Le nombre de personnes qui souhaitent recevoir de l'information reste stable, soit environ un tiers des personnes rencontrées lors des événements auxquels SOS Faim participe. Une évaluation des stands a été menée afin de mesurer la pertinence de ceux-ci et de formuler des recommandations.

Dans l'ensemble, SOS Faim se présente de façon convaincante, crédible et motivante. Le stand atteint ses objectifs dans la mesure où l'ONG fait délibérément le choix d'un contact qualitatif.

Des scores très élevés sont obtenus au niveau de sa visibilité, de l'accueil des animateurs, des informations données aux visiteurs et de l'acte de mobilisation. Une autre remarque très positive va en faveur des bénévoles qui sont un facteur clé du succès des stands.

SOS Faim Luxembourg a quant à elle une politique de mobilisation de l'opinion publique principale-

ment à travers les médias. Si SOS Faim organise des manifestations pour le grand public, telles que « ses Journées de la Microfinance », des conférences ou encore des stands divers lors de manifestations populaires, elle développe un intense travail avec les médias nationaux en tant que relais d'opinion idéal pour sensibiliser le plus grand nombre.

Ce travail se décline de cinq manières :

- Les partenariats structurels avec la presse. SOS Faim a inauguré cette année une initiative originale et à haute visibilité, un partenariat régulier avec trois titres majeurs de la presse nationale sous la forme de chroniques mensuelles ;

- La production et la diffusion régulière de communiqués de presse. 13 furent envoyés, générant 24 articles presse et des retombées audiovisuelles à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation ;

- Les interviews. SOS Faim étant une ONG de référence sur les thématiques de la faim et de la souveraineté alimentaire, certains journalistes se tournent désormais spontanément vers SOS Faim lorsque l'actualité aborde ces sujets ;

- Les missions « presse » : SOS Faim envoie chaque année des journalistes luxembourgeois en Afrique pour rencontrer ses partenaires. L'initiative du FAIR a de la sorte été relaté dans tous les grands quotidiens. Quatre dossiers de fond sur la microfinance et l'expérience de Kafo Jiginew ont ainsi été publiés ;

- Les conférences de presse renforcent grandement le partenariat presse : deux furent organisées dont une autour du témoignage d'un partenaire béninois, Dieudonné Gnanvo de l'IMF Renaca. (cfr page 7).

Communication



Coralie Vos,
bénévole

Pourquoi SOS Faim plutôt qu'une autre ONG ?

J'ai choisi d'être bénévole au sein de SOS Faim car j'ai été séduite par la logique de partenariat, la thématique de la lutte contre la pauvreté en milieu rural et la volonté de promouvoir la sécurité alimentaire.

Comment se traduit concrètement votre engagement ?

J'ai participé activement à l'élaboration du stand de campagne, à son animation. D'autre part, j'ai aidé à la mise sur pied du Festival AlimenTerre. Enfin, je parle énormément de SOS Faim autour de moi...

Après deux ans, quelle est votre motivation ?

A titre personnel, cela me permet de rester informée sur la question de la souveraineté alimentaire, d'échanger avec d'autres bénévoles ou des partenaires. L'autre aspect, c'est que j'adore parler à des inconnus sur les stands, et même si je ne les change pas fondamentalement, parfois je réussis à ouvrir une petite fenêtre en eux et à les faire se sentir plus concernés.

Au total, SOS Faim Luxembourg totalise 56 parutions dans la presse nationale, traitant majoritairement des moyens de remédier à la pauvreté et à la faim en Afrique via le soutien à l'agriculture familiale et à la microfinance rurale. A quoi s'ajoutent quelques interviews audio-visuels.

DES BÉNÉVOLES MOBILISÉS EN BELGIQUE

Cette année, différents groupes de travail ont été mis en place proposant aux bénévoles de participer à différents types d'activités : il s'agit du groupe « animation », du groupe « campagne » du groupe « plaidoyer », du groupe « traduction », du groupe « Dajaloo » ainsi que des participations à des activités plus ponctuelles de type logistique ou administratif (Festival, lancement de campagne, conférences, etc.).

En plus de ces activités, les bénévoles ont bénéficié de trois sessions de formation, ainsi que de deux soirées consacrées au jeu Navatane, un outil pédagogique sur les enjeux de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire. Les connaissances et les compétences des bénévoles sont ainsi renforcées, notamment sur le travail de plaidoyer de SOS Faim, sur la campagne, sur la thématique de la souveraineté alimentaire, sur la manière aussi d'interpeller le public sur les stands.

Le réseau s'est consolidé en 2009 et a été fidélisé à travers une relation personnalisée avec l'équipe du service information.

SOS Faim peut désormais compter sur 85 bénévoles actifs dans le réseau, pour la plupart recrutés via les stands, lors des séances d'information, dans les écoles ou via le site Internet.



Maxime de Ville,
bénévole

Pourquoi êtes-vous devenu bénévole chez SOS Faim ?

Cela part de mes préoccupations quant au développement actuel de l'agriculture et de mon intérêt pour les techniques agro-alimentaires.

Comment avez-vous connu SOS Faim ?

Sur leur stand pendant les festivals d'été. J'ai trouvé l'action pleine de sens, j'ai eu l'envie d'y participer, dans les limites de mon temps disponible.

Quelle est votre mission concrète ?

Je suis dans le groupe "plaidoyer", car j'adhère à la démarche qui vise à sensibiliser les populations et les politiques du Nord.

Et qu'est-ce qui vous motive ?

Participer à des études sur des thématiques agricoles me permet d'approfondir mes connaissances sur des sujets qui me passionnent. Et puis, le partage des idées avec les bénévoles et les partenaires agricoles du Sud est particulièrement enrichissant !

Le financement, la clé de voûte

Pour tout projet, l'argent est bien entendu toujours le nerf de la guerre. Les deux SOS Faim dépendent encore largement, pour le montage de leurs projets, des financements institutionnels belges, luxembourgeois ou européens. Les dons privés sont toujours aussi cruciaux, car chaque euro versé globalement aux deux SOS Faim permet, par un effet de levier, de soutenir les projets à concurrence de plus de 6€.

UNE RÉCOLTE DE FONDS PERFORMANTE, EN BELGIQUE COMME AU LUXEMBOURG

En Belgique, le montant total récolté en 2009 s'élève à 838.679€, soit un peu plus que ce qui avait été budgété. Si le nombre de donateurs actifs est en légère baisse à près de 11.500 personnes, le don moyen a quant à lui augmenté de 5%. Parallèlement, les nouveaux ordres permanents ont continué eux aussi à croître, ce qui est un gage de stabilité.

Au Luxembourg, SOS Faim a récolté 447.456€, un montant stable par rapport à 2008. Un nombre de dons en augmentation (plus de 9.000) pour une moyenne de près de 50€ par don. L'action « toutes-boîtes » aura permis en 2009 de recruter 15% de nouveaux donateurs actifs.

Ceci est de bon augure, car les actions de fidélisation (mailings classiques) sont toujours très rentables : elles présentent en règle générale un rendement de 12, c'est-à-dire qu'un euro d'investissement en rapporte 12.

TROIS PILIERS INSTITUTIONNELS POUR LE FINANCEMENT

En ce qui concerne l'institutionnel, SOS Faim a développé une logique de partenariat avec trois cofinanceurs principaux, le Ministère des Affaires étrangères (MAE) du Luxembourg, la Direction générale de la coopération au développement (DGCD) en Belgique et l'Union européenne.

LE FAIR, UN MANDAT IMPORTANT POUR UNE EXPÉRIENCE HORS NORME

Le MAE Luxembourg a confié à SOS Faim un mandat pour la création et la mise en place d'une expérience pilote en finance rurale dans la zone Office du Niger. Prévu pour 40 mois, le budget total de près de 6 millions d'euros est financé à 80% par le MAE.

Ce mandat vient s'ajouter aux deux Accords-Cadres de coopération de SOS Faim en cours.

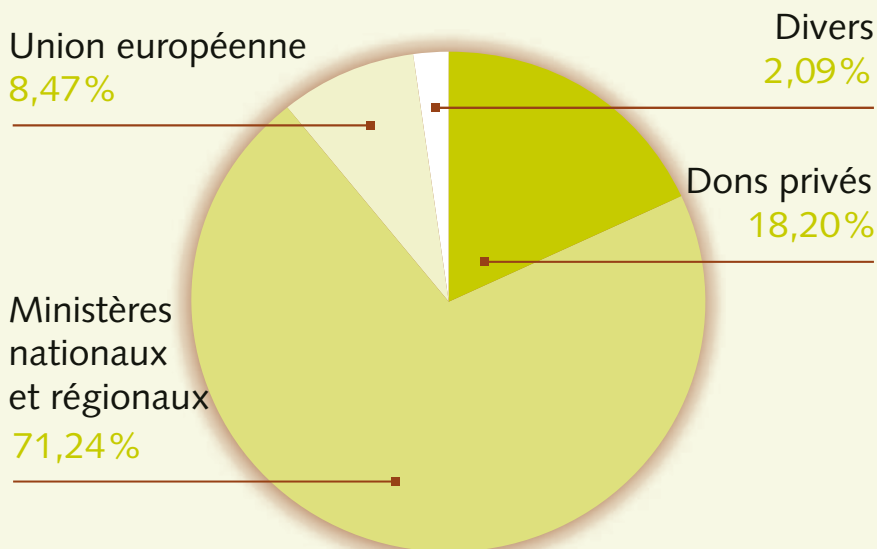
En plus de son implication dans le FAIR, le MAE a conclu avec SOS Faim Luxembourg un accord-cadre d'éducation au développement. Prévu pour 3 ans, il comprend quatre grandes activités :

- la production et l'animation d'ateliers pédagogiques pour les lycéens ;
- la sensibilisation des médias en tant que relais d'opinions ;
- la (co-)production de supports à l'attention des professionnels (Défis Sud, Zoom microfinance, Dynamiques Paysannes, le Bulletin de Veille, etc.) ;
- l'organisation d'un événement grand public ayant pour thème la souveraineté alimentaire ou la microfinance.

Le MAE a conclu également un accord-cadre avec SOS Faim, et ce en consortium avec l'ONG « Action Solidarité Tiers Monde » (ASTM) d'une durée de 3 ans pour un montant de 675.000€.

Cet accord concerne principalement, dans le chef de SOS Faim, le Burkina Faso, et plus précisément le réseau des BTEC et le partenariat

SOURCES DE FINANCEMENT



Ressources

entre le SACCA (Service d'appui conseil aux coopératives artisanales) et PRODIA (Promotion du développement industriel, artisanal et agricole).

FINANCEMENT BELGE ET EUROPEEN

2009 était la seconde année d'un programme triennal qui a vu se renforcer les subsides accordés par la DGCD, pour atteindre désormais un total de près de 3,5 millions d'euros. Par ailleurs, le « Fonds Belge de Survie » aura vu les projets d'aménagement de plaines en Erythrée relancés.

L'Union Européenne finance le Consortium CRONG/Les Amis du Kivu pour près de 1 million d'euros, dont un peu plus de 10% financés par SOS Faim Luxembourg.

En revanche, il n'y a plus de contrat en cours du côté de SOS Faim Belgique depuis fin 2009, à l'exception d'une action menée en Bolivie avec PRORURAL, ce partenaire étant le signataire direct du contrat.

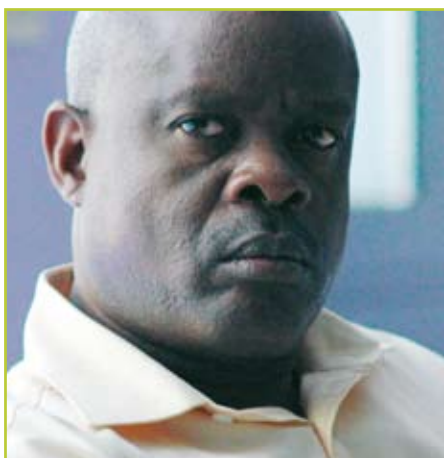
D'AUTRES SOURCES DE FINANCEMENT

Des évolutions positives ont encore pu être constatées.

En Belgique, la Fondation Efico, quant à elle, permet un accord de financement sur 3 ans en faveur de Café Perú.

Quant au Corporate Funding Program (CPF), l'année 2009 aura été plutôt positive, plusieurs de ses entreprises membres ayant marqué de l'intérêt pour le PAIDEK en RDC.

L'entreprise luxembourgeoise de construction durable CODUR a quant à elle soutenu l'Association de promotion des initiatives locales (APIL) au Burkina Faso.



Charles Cikomola,
coordinateur au sein des Amis de Kivu

Quelle est la contribution de SOS Faim à votre mission de promotion de la production agricole au Kivu ?

Elle est de deux ordres. D'abord un renforcement de nos capacités, notamment via la mise à disposition d'un coordinateur technique. Financière ensuite, sous la forme de donations, qui servent à l'achat d'intrants agricoles, aux formations, aux équipements que nous fournissons aux producteurs.

Que vous inspire l'expérience du FAIR ? Pourriez-vous de la même manière collaborer avec le PAIDEK ?

Il est clair que ce test est interpellant. Et qu'il existe des possibilités. Nous pourrions apporter au PAIDEK un contact direct avec nos producteurs. Nous avons commencé une réflexion autour de cette synergie. Sur ce que le PAIDEK apporte. Et sur ce qu'Amis du Kivu apporte en retour.



Ramos Ramazani Musongo,
directeur du PAIDEK

Quelle est la contribution de SOS Faim au Programme d'appui aux initiatives économiques du Kivu ?

Elle est de trois ordres. Un appui en termes de fonds de crédit. Nous recevons aussi de SOS Faim un appui à l'investissement. Enfin, SOS Faim nous accorde un appui institutionnel : frais de fonctionnement, prise en charge du personnel, formations.

Que vous inspire l'expérience du FAIR ? Pourriez-vous de la même manière collaborer avec les amis du Kivu ?

Oui. Dans nos objectifs, il y a la promotion du monde rural. Nous sommes disposés à travailler en consortium avec d'autres structures soutenues par SOS Faim, car nous avons l'outil financier. Nous travaillerons en bonne synergie avec les organisations populaires paysannes, car cela répond aux besoins des populations en milieu rural.

Comptes et bilan financier

SOS FAIM - COMPTE DE RESULTAT 2009 (en €)

RECETTES	Belgique	Luxembourg	Total	
Donateurs	838.678,95	396.359,78	1.235.038,73	1
Institutionnels	151.424,50	51.097,00	202.521,50	2
Coopération belge - DGCD	4.065.468,25		4.065.468,25	3
Coopération Wallonie Bruxelles international	14.335,52		14.335,52	3
Coopération luxembourgeoise - MAE		3.074.297,42	3.074.297,42	3
Héritage	278.954,76		278.954,76	
ONG	110.895,64		110.895,64	4
Union européenne	277.978,40	572.644,00	850.622,40	3
Produits financiers	30.104,17	40.571,66	70.675,83	
Produits divers	47.556,59	92.081,13	139.637,72	
TOTAL RECETTES	5.815.396,78	4.227.050,99	10.042.447,77	
CHARGES				
Transferts aux partenaires	4.044.898,44	3.668.731,71	7.713.630,15	5
Dépenses liées aux projets	104.097,92	50.216,45	154.314,37	5
Récolte de fonds	153.610,16	56.898,11	210.508,27	6
Activités d'éducation au développement	369.141,27	112.847,92	481.989,19	7
Fonctionnement et amortissements	99.836,54	147.005,06	246.841,60	
Frais du personnel	950.258,66	329.974,33	1.280.232,99	
Frais financiers	11.952,26	4.781,11	16.733,37	
TOTAL CHARGES	5.733.795,25	4.370.454,69	10.104.249,94	
RESULTAT	81.601,53	-143.403,70	-61.802,17	

Le total des principaux postes des 2 associations ne sont qu'indicatifs car les règles comptables des 2 entités sont légèrement différentes.

- 1 Donations reçues des donateurs privés
- 2 Donations reçues de fondations, communes et entreprises
- 3 Co-financements reçus d'entités publiques
- 4 Donations reçues de SOS Faim Luxembourg pour projets communs
- 5 Montants des financements de partenaires
- 6 Charges directes des actions de collecte de fonds privée
- 7 Dépenses réalisées pour des activités d'éducation au développement

Finances

SOS FAIM - BILAN 2009

ACTIF	Belgique	Luxembourg	Total
Immobilisations	42.690,25	536.639,96	579.330,21
Créances	492.703,97	1.655.670,79	2.148.374,76
Disponible	2.165.564,05	1.100.443,26	3.266.007,31
Régularisation	57.731,80		57.731,80
	2.758.690,07	3.292.754,01	6.051.444,08

PASSIF	Belgique	Luxembourg	Total
Fonds Social	1.511.915,33	1.457.329,74	2.969.245,07
Provisions	31.225,61	50.000,00	81.225,61
Dettes	714.244,35	529.024,27	1.243.268,62
Régularisation	501.304,78	1.256.400,00	1.757.704,78
	2.758.690,07	3.292.754,01	6.051.444,08

Les comptes de SOS Faim Belgique, tenus selon la loi relative aux ASBL, sont :

- audités et certifiés par le cabinet Bigonville Delhove & Co,
- approuvés par l'Assemblée générale de l'association,
- contrôlés, pour ce qui concerne les projets à financement public, par la Commission européenne et la Direction générale de la coopération au développement (Service public fédéral belge),
- déposés au greffe du Tribunal de commerce de Bruxelles et à la Banque nationale.

Les comptes de SOS Faim Luxembourg, tenus selon la loi relative aux ASBL, sont :

- audités et certifiés par PKF ABAX Audit,
- approuvés par l'Assemblée générale de l'association,
- contrôlés, pour ce qui concerne les projets à financements publics, par la Commission européenne et le Ministère des Affaires étrangères luxembourgeois,
- déposés au Registre de commerce et de sociétés (R.C.S.) du Luxembourg

RÉPARTITION DES DÉPENSES

Fonctionnement
et amortissements

2,94%

Activités
d'éducation au
développement

4,77%

Transfert
aux partenaires

77,37%

Frais financiers

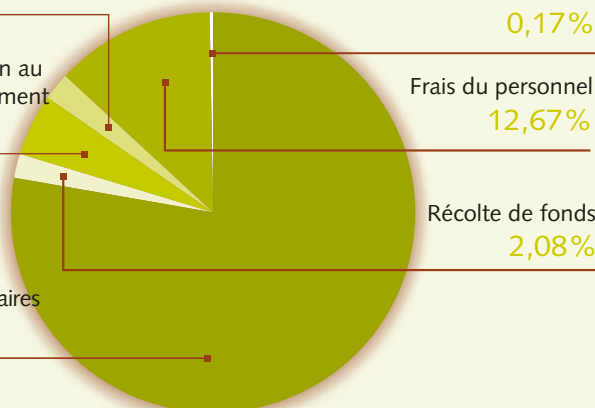
0,17%

Frais du personnel

12,67%

Récolte de fonds

2,08%



Organisation

SOS Faim Belgique et SOS Faim Luxembourg: une étroite coopération

Les deux ONG sont à la recherche constante de nouvelles synergies.

UNE MÊME VISION, UN MÊME ESPRIT.

Bien qu'étant des associations juridiquement indépendantes, il va de soi que SOS Faim Belgique et SOS Faim Luxembourg ne font pas que partager le même nom, mais sont en contact permanent et agissent de concert sur une grande majorité d'actions. L'établissement des grandes orientations stratégiques est défini conjointement, et la mise en commun des moyens opérationnels et des ressources permet plus d'efficacité, tant en amont que sur le terrain. Cette philosophie de travail permet en outre d'élargir les relations institutionnelles et politiques.

Sur le plan opérationnel, les deux associations :

- partagent le même « Service appui partenaires » des pays du Sud,
- travaillent main dans la main, tant dans les activités d'information développées au Nord qu'en ce qui concerne les opérations destinées aux partenaires du Sud,
- partagent le même site internet,
- participent à la rédaction, à la publication et à la diffusion de « Défis Sud », « Zoom Microfinance » et « Dynamiques Paysannes ».

Sur le plan des campagnes, les deux associations ont travaillé ensemble pour la mise en œuvre d'actions d'éducation au développement sur la **souveraineté alimentaire**. Elles participent l'une et l'autre au travail de l'ONG française **Inter-Réseaux**. De nombreux partenariats communs les réunissent (Ethiopie, Cameroun, République Démocrati-

que du Congo, Sénégal), SOS Faim Luxembourg menant de son côté des actions spécifiques au Bénin, au Congo-Brazzaville et au Niger.

Les initiatives sur le continent sud-américain sont pour leur part entièrement appuyées et suivies par la Belgique.

Le Secrétariat accompagne les responsables des deux associations dans la gestion quotidienne. Le secrétaire général - ou le directeur - a pour missions de coordonner l'ensemble des activités, de représenter l'association à l'extérieur et de rendre compte du travail des équipes auprès du Conseil d'administration.

- SOS Faim Belgique a pour Secrétaire Général Freddy Destrat assisté par le secrétariat, Linda Gelmi et Sonia N'Kele.
- SOS Faim Luxembourg a pour Directeur Thierry Defense avec pour assistante Stéphanie Rajchel.

Le Service appui partenaires est en charge du suivi des projets. Il est donc en contact permanent avec les partenaires du Sud afin de gérer au mieux les projets dans le cadre des objectifs donnés et des budgets alloués. Il est composé :

- En Belgique : de Marc Mees, François Vandercam, Hervé Léonard, Laurent Biot et Christophe Brismé.
- Au Luxembourg : d'Aude Ehlinger, François Legac, Nedjma Bennegouch et Marc Mees (coordination commune).

SOS Faim Belgique dispose encore de deux antennes afin de gérer étroitement les relations avec les partenaires locaux :

- au Pérou (Lima) : Wilfredo Necochea Tello (Responsable de l'Antenne), Erika Canchari, Antonio Galdos, Marcela Candela.
- en Bolivie (Cochabamba) : Cesar Soto Santisteban (Responsable de l'Antenne), Enrique Guzman, Margoth Salguero, Jimmy Meneses.

Le Service éducation au développement, quant à lui, est chargé d'organiser les prises de parole avec les différents publics-cibles (politiques, citoyens, institutionnels, etc.) en développant des campagnes d'information et de lobbying et en prenant en charge la réalisation, la promotion et la diffusion des publications :

- En Belgique : Jean-Jacques Grodent, Pierre Coopman, Virginie Pissort, Perrine Fournier et Anne Kennes.
- Au Luxembourg : Chloé Kolb et Marine Lefebvre.

Le Service relations donateurs assure la récolte de fonds auprès du public, et ce dans le respect des principes éthiques détaillés dans la charte disponible sur le site internet. Il est également en charge de la gestion du fichier des donateurs et de la réponse à leurs demandes :

- En Belgique : Sabine Chevalier.
- Au Luxembourg : Chloé Kolb.

Le Service administration et finances établit les budgets annuels, en assure le suivi, gère les aspects financiers au quotidien et veille au respect des procédures internes et externes :

- En Belgique : Marianne Lebeau, Ascension Nieto.
- Au Luxembourg : Laetitia Vautier.

LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Les Assemblées générales veillent à ce que les deux SOS Faim gardent le cap sur leurs objectifs sociaux et économiques de lutte contre la pauvreté dans les pays du Sud.

Pour **SOS Faim Belgique**, en voici la liste des membres au 8 mai 2010 :

Sergio Alvarez • Manzi Bakuramutsa • Jean-Jacques Beauvois
Juliette Bouffieux • Thierry Defense • Laurence Demaeght
Jean-Paul De Potter • Freddy Destrait • Freddy Devreeze
Amadou Diop • Michel Falisse • Baudouin Hamuli Kabarhuza
Sabine Heymann • Olivier Heck • Nicole Hogger • Marek Hudon
Henri Jurfest • Bruno Lambin • Anne-Hélène Lulling • André Masset
Ephrem Mbugulize • Marc Mees • Bernard Njonga • Wilfredo Necochea
Mamadou Ouedraogo • Denis Pesch • Roger Reul
Céline Vandermotten • Marc Van Eerdewegh • Lucas Van Wunnik
Patrick Venturini • Pierre Vigneron • Jean-Michel Pochet

Ainsi que pour **SOS Faim Luxembourg** au 5 juin 2010 :

Soheil Assassi • Patrick Bilbault • Marc Binsfeld • Léonard Bovy
Diane Braas • Félix Buchler • Marc Césarini • Ernest Cravatte • Laurence
Demaeght-Deléhouzée • Françoise Demaeght-Legros • Guy de Muysen
Freddy Destrait • Jean Feyder • Jean-Claude Franck • Tom Graas
Marie-Christine Grégoire • Christiane Kayser • Jean-Pierre Kessler
Monique Kieffer-Kinsch • Erik Kügener • Gérard Lecuit • Guy Linster
Nicolas Margue • Marcel Mart • Marc Mees • Benoît Morisset • Bernard
Njonga • Mamadou Ouédraogo • Michèle Reisch-Wiroth • Bettina Scholl
Sabbatini • Joakim Wahlman

LES CONSEILS D'ADMINISTRATION

Les Conseils d'Administration approuvent les stratégies proposées par le Secrétaire général ou le Directeur, supervisent leur réalisation et sont particulièrement attentifs à la gestion des ressources financières et humaines des deux SOS Faim.

En Belgique, il était composé, au 30 avril 2010, de :

Jean-Jacques Beauvois (président) • Juliette Bouffieux (secrétaire) • Freddy
Destrait • Amadou Diop • Marek Hudon • Roger Reul (vice-président)
Céline Vandermotten • Pierre Vigneron (trésorier)

Le Conseil d'administration luxembourgeois ayant quant à lui, en date
du 5 juin 2010, la composition suivante :

Monique Kieffer-Kinsch (présidente) • Patrick Bilbault (secrétaire) • Marc
Binsfeld • Léonard Bovy • Diane Braas (trésorière) • Félix Buchler
Christiane Kayser • Gérard Lecuit



SOS FAIM BELGIQUE ASBL

Rue aux Laines, 4
B-1000 Bruxelles, Belgique
T +32 (0)2 511 22 38
F +32 (0)2 514 47 77
@ info.be@sosfaim.org
www.sosfaim.org
Banque : 000-0000015-15

SOS FAIM LUXEMBOURG ASBL

Action pour le développement

88, rue Victor Hugo
L-4141 Esch-sur-Alzette,
Grand-Duché du Luxembourg
T +352 49 09 96
F +352 49 09 96 28
@ info-luxembourg@sosfaim.org
www.sosfaim.org
Banque CCPLLULL:
IBAN LU22 1111 0055 5526 000

ANTENNE DE SOS FAIM BELGIQUE AU PÉROU

SOS Faim Perú

Av. Joaquín Madrid 371
San Borja – Lima 41, Perú
T +511 223-7488
F +511 225-3088
@ wne@sosfaim.org

ANTENNE DE SOS FAIM BELGIQUE EN BOLIVIE

SOS Faim Bolivia

Pedro Blanco
352E/Av Santa Cruz
Cochabamba, Bolivia
T +591 44-48 58 38
T +591 44-24 38 62
F +591 44-48 58 38
@ cso@sosfaim.org

CRÉDITS

Rédaction en français (à partir des documents de
l'association) et conception graphique :
Absolute Blue
Impression sur papier respectueux de
l'environnement : Arte Print
Ce rapport est également disponible en version
électronique en français, anglais et espagnol.
Téléchargeable sur le site web de l'association.
Photos de couverture et photos intérieures :
Mihnea Popescu - SOS Faim.
Propos des interviews recueillies par Patrick
Veillard pour SOS Faim.
Les interviews complètes des partenaires sont
disponibles sur : www.sosfaim.org

